

Letter from SODIMICO SARL

To the Minister for Mines

Re: Justification for the use of SODIMICO SARL funds, letter CAB.MIN/MINES/01/0533/2011

Your Excellency

We acknowledge receipt of your letter referred to above, for which we thank you. We are going to go to great lengths to explain and to provide you with details surrounding the payment made to the law firm NGULUNGU and Associates by SODIMICO SARL.

The law firm is one of the firms which led, amongst others, the case against FIRST QUANTUM for SODIMICO, notably:

The dispute raised by SODIMICO against FIRST QUANTUM MINERALS in the commercial court of Lubumbashi, hearing RAC 248 of 14 September 2009. The outcome on the 12 March 2010 ordered FQM to pay SODIMICO the sums of 17,325,455 USD basic and 40,000,000 USD in damages for the use by FQM of geological and mineral information owned by SODIMICO. In respect of this, we remind you that FQM is making an appeal to the Appeal Court of Lubumbashi under RACA 058 in April 2010, to be heard on 15 July 2011.

The dispute surrounding letters from the Minister of Mines on 5 February 2000 and 18 November 2009, was a dispute taken to the Supreme Court of Justice under RA 1164 on 26 February 2010, and the court found in favour of SODIMICO ruling that it owned the rights over ZER 54 and 58 on 14 May 2010. The financial awards from the case never materialised and of the 30,000,000 USD transferred by Fortune for the joint venture with SODIFOR, 50% has not yet been received by SODIMICO. The funds from the sale of its share in the joint venture with SODIFOR were 30,000,000 USD, of which 20,000,000 USD are the subject of the present dispute. *[This is one whole sentence in the original that doesn't make much sense]*

In the unscheduled meeting on 18/3/2011 of the Administrative Council, the Council was told of the sale of SODIMICO's shares in SODIFOR. Then, in the meeting of 17/4/2011 held expressly for the purpose of looking at the spending plan for the 30,000,000 USD, the conclusions and recommendations contained in your letter CAB.MIN/MINES/01/0270/2011 of 24/3/2011 were arrived at, and the Administrative Council approved the spending plan in the letter 27/PCA/SDM/00/04/2011 of 29 April 2011 from PCA SODIMICO. Receipt was confirmed by your letter CAB.MIN/MINES/01/0520/2011 of 20/5/2011. This payment plan was approved by the Administrative Council in line with the law reforming public businesses and in line with SODIMICO SARL's articles. The plan integrates the payment due to the law firm.

In your letter CAB.MIN/MINES/01/0354/2011 of 12 April 2011, received on 28 April 2011, you asked us to tell you our plan for the management and use of the funds from the SODIMICO –SODIFOR transaction, integrating the loan of 3,000,000 USD to SCIM SPRL, which was made at the same time as your instruction to pay 10,000,000 USD to the Public Treasury, to which you referred in your letter CAB.MIN/MINES/01/0533/2011 of 30 May 2011.

Definitively, payment has been made of 10,000,000 USD to the Public Treasury, which was not intended according the above plan, that of 3,000,000 USD to SCIM was made following your instructions, and 1,500,000 USD was paid in fees to the law firm which was accounted for, and such fees were reduced to SODIMICO's benefit following negotiations.

Yours sincerely

Henri de Paul IGWABI NKOMERWA and Laurent TSHISOLA KANGO

A.R.

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET MINIER DU CONGO
SODIMICO SARL

Nouveau Registre du Commerce : Lubumbashi N°0062
N° d'identification nationale K07003 X

DIRECTION GENERALE

N° Réf. : 094/DG/SDM/2.04/06/2011

Transmis copie pour information à :

Ministère des Mines
DIRECTION COURRIER
01 JUIN 2011 HEURES 15h30
N° D'ENREGISTREMENT 03086
PAR PAKU

- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
(Avec l'expression de notre Haute Considération)
- Ministre des Postes, Téléphones et Télécommunication, Président de l'ECOREC,
- Madame la Ministre du Portefeuille (Tous) à Kinshasa/Gombe
- Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la SODIMICO à Lubumbashi



A Son Excellence Monsieur le Ministre des Mines
à Kinshasa/Gombe

Concerne : Justification utilisation des fonds de la SODIMICO,
Votre lettre n° CAB.MIN/MINES/01/0533/2011

CAB/PCA
R, le 01 Juin 2011

Excellence,

Nous accusons réception de votre lettre ci-haut référencée, qui a retenu notre meilleure attention et vous en remercions.

Y faisant suite, nous nous empressons de vous fournir ci-après les explications au sujet du paiement effectué en faveur du cabinet NGULUNGU et Associés Avocats par la SODIMICO SARL.

En effet, nous rappelons que le cabinet ci-haut cité est l'un des Avocats de la SODIMICO qui conduit entre autres d'importants dossiers judiciaires de la SODIMICO contre FIRST QUANTUM MINERALS, notamment :

- Le dossier du contentieux SODIMICO contre FIRST QUANTUM MINERALS au Tribunal du Commerce de Lubumbashi au travers la requête de la SODIMICO sous le RAC 248 du 14 septembre 2009, dont la sentence prononcée le 12 Mars 2010 condamne FQM à payer à la SODIMICO les sommes de USD 17 325 455 à titre principal et de USD 40 000 000 au titre des dommages et intérêts, suite à l'utilisation des données géologiques et minières de la SODIMICO sans contre partie. A ce propos nous vous rappelons que FQM est parti en appel à la Cour d'Appel de LUBUMBASHI sous le RACA 058 d'Avril 2010 dont la réouverture a été renvoyée au 15 juillet 2011 après huit audiences.

SIEGE SOCIAL : Lubumbashi
Boite postale : 3853
Tél. : 43721 - 43724 - 42537
Fax : 43724

SIEGE D'EXPLOITATION : Musoshi
Tél. : 45133
Fax : 45698
E-mail : dgsdm_musoshi@yanco.fr

BUREAU DE LIAISON : Kinshasa
Boite Postale : 7064
Tél. : 1392313

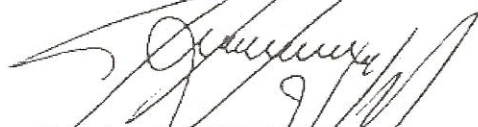
- La requête en annulation des lettres du Ministre des Mines du 05 février 2000 et du 18 novembre 2009, introduite auprès de la Cour Suprême de Justice sous le RA 1164 du 26 février 2010 dont la sentence en faveur de SODIMICO a été prononcée le 14 mai 2010, réhabilitant la SODIMICO dans ses droits sur les ZER 54 et 58, mais dont les retombées financières positives se sont matérialisées par, le pas de porte de USD 30 000 000 versé par Fortune pour la joint venture SODIFOR dont les 50% n'ont pas encore été rétrocédés à la SODIMICO à ce jour et, le produit de la vente de ses parts dans la joint venture SODIFOR, soit USD 30 000 000 sur lesquels USD 20 000 000 qui ont été versés à la SODIMICO font l'objet de la présente.

En sa session extraordinaire du 18/3/2011, le Conseil d'Administration a été informé de vos instructions de vente des parts SODIMICO dans SODIFOR. Ensuite, en sa session du 17/4/2011 tenue expressément pour examiner le plan des dépenses relatives aux USD 30 000 000 attendus de la vente desdites parts, ceci en exécution des recommandations contenues dans votre lettre n° CAB.MIN/MINES/01/0270/2011 du 24/3/2011, le Conseil d'Administration approuve le plan des dépenses et le consigne dans son PV qui vous est transmis par lettre n° 27/PCA/SDM/00/04/2011 du 29 avril 2011 du PCA SODIMICO dont votre accusé de réception n° CAB.MIN/MINES/01/0520/2011 du 20/5/2011 prenait acte. Ce plan de décaissement a été approuvé par le Conseil d'Administration conformément à la loi sur la réforme des Entreprises Publiques et aux statuts de la SODIMICO SARL. Ce plan intègre bien le paiement dû au cabinet d'avocats lié à ce dossier qui se clôture avec la vente des parts.

En outre, par votre lettre n° CAB.MIN/MINES/01/0354/2011 du 12 avril 2011, réceptionnée le 28 avril 2011, vous nous demandiez de vous communiquer notre plan de gestion et de décaissement du produit de la transaction SODIMICO - SODIFOR en y intégrant le prêt de 3 000 000 USD à la Société SCIM sprl; ce qui fut réalisé en même temps que votre instruction sur le paiement au compte du Trésor Public de 10 000 000 de USD auquel il est fait allusion dans votre lettre n° CAB.MIN/MINES/01/0533/2011 du 30 mai 2011.

En définitive, il y a eu paiement de USD 10 000 000 au Trésor Public, non prévu au plan sus évoqué, celui de USD 3 000 000 à SCIM SPRL intégré par la suite au plan sur vos instructions, et 1 500 000 USD frais d'honoraires du cabinet d'Avocats sur sa note d'honoraires figurant au plan, dossier RA 1164, rabattue de 25% à 10%, résultat d'après négociations sur ses prétentions calculées par rapport au gain SODIMICO dans le dossier, selon le barème consacré dans la profession.

Nous nous tenons à votre entière disposition pour tout complément d'information et vous prions de vouloir bien agréer, Excellence, l'expression de notre haute considération.



Henri de Paul IGWABI NKOMERWA
Administrateur Directeur Général Adjoint



Laurent TSHISOLA KANGOA
Administrateur Directeur Général

